

COMMENT EMPÊCHER ÇA?

NAUFRAGES

Après deux drames coup sur coup dans la Méditerranée, certaines mesures sont nécessaires afin d'éviter de nouvelles catastrophes.

Hécatombe sur hécatombe. Les morts du naufrage survenu tôt dimanche matin dans les eaux libyennes n'avaient pas encore été comptés. Les témoignages n'avaient pas été recoupés. Les discussions entre les ministres européens des Affaires étrangères pour tirer les leçons de ce énième drame n'avaient même pas encore débuté. Que la nouvelle d'un autre bateau transportant 300 personnes et coulant dans la Méditerranée se répandait. Alors que l'an dernier plus de 3400 migrants se sont noyés, que faire pour que la mer ne soit plus le tombeau de ceux qui veulent tenter leur chance en Europe? Des experts livrent leurs solutions.

CHANGER D'APPROCHE

Les spécialistes le relèvent unanimement: l'Europe a les moyens financiers et les technologies pour sauver davantage de migrants. «Fin 2013, l'Union européenne a créé le système européen de surveillance des frontières, Eurosur, à travers lequel des images sont échangées en temps réel. Grâce à des drones ou encore des satellites, on peut savoir où se trouve exactement n'importe quel navire», avance Sarah Progin-Theuerkauf, professeure associée en droit européen des migrations à l'Université de Fribourg et codirectrice du Centre du droit des migrations. Il s'agit donc clairement d'un manque de volonté politique, associé à une certaine indifférence de la part de l'opinion publique. «Après des années de discours populistes anti-étrangers, il n'est pas évident de mobiliser les gens autour de la protection des mi-



Alors qu'à Malte les gardes-côtes continuent de repêcher les corps des victimes d'un naufrage qui pourrait avoir fait 700 morts (ci-contre), les secouristes ont sauvé hier 93 migrants d'un drame similaire, qui a fait trois morts en mer Egée.

grants», constate Vincent Chetail, directeur du Global Migration Centre, à Genève. «C'est triste, mais il faudrait peut-être encore davantage de drames pour que l'Europe change sa philosophie et cherche à sauver des vies, plutôt que ses frontières, comme c'est le cas aujourd'hui», ajoute Sarah Progin-Theuerkauf.

DAVANTAGE DE SOLIDARITÉ

L'Italie est quasi seule en raison de sa situation géographique et des Accords de Dublin - qui font du premier pays d'entrée des migrants le pays responsable de leur demande d'asile. «Rome a stoppé l'opération «Mare Nostrum» pour des raisons financières. Si les Etats européens faisaient preuve d'une réelle solidarité avec l'Italie, il y aurait davantage de moyens à disposition pour mettre en place des systèmes de détection en mer. Certains pays pourraient aussi mobiliser leurs navires», intervient Vincent Chetail. A ses yeux, cet appui des autres Etats pourrait se réaliser à travers l'agence européenne Frontex, chargée de la sur-

veillance des frontières. «Cette réponse peut être immédiate et viendrait soulager l'Italie.»

RENDRE MOINS DIFFICILE LA MIGRATION LÉGALE

Tous les experts interrogés estiment qu'il faut lâcher du lest en ce qui concerne les politiques migratoires actuelles. Ils observent en effet que les voies légales sont verrouillées. Ce qui pousse certains individus à tenter le tout pour le tout. «Il faut davantage ouvrir les portes aux victimes de guerre et créer des canaux de passage sécurisés», recommande Gianni D'Amato, directeur de l'Institut Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population à l'Université de Neuchâtel et directeur du Pôle de recherche national «NCCR - on the move». A cet égard, l'une des pistes envisagées serait de permettre de nouveau aux requérants de déposer une demande d'asile dans des ambassades sur place. «Il est également nécessaire de favoriser davantage une migration de travail. Car, aujourd'hui, en dehors de la voie de



l'asile, les candidats à l'Europe ont extrêmement peu de chances», avance Vincent Chetail, pour qui cette mesure tient aussi compte des intérêts de l'économie.

AGIR SUR PLACE

Il est enfin souhaitable d'agir en amont des départs. Dans ce cadre, plusieurs mesures sont réalisables. Il est d'abord possible de conclure des accords avec les pays au sud de la Méditerranée. «Il en existe déjà par exemple avec la Tunisie et avec le Maroc dans le but de retenir les migrants», précise Gianni D'Amato. Dans cette perspective, le pays-clé est la Libye, d'où partent un très grand nombre de can-

didats à l'exil. Or, en l'absence d'un gouvernement central stable, tout accord de ce genre est pour l'instant impossible. Ensuite, il serait nécessaire de mener des campagnes de sensibilisation sur place. «Beaucoup de jeunes voient encore l'Europe comme un eldorado. Ils doivent être conscients des grandes difficultés que rencontre un migrant, illégal ou légal. Ceux qui meurent ne sont plus là pour informer et il y a un tabou, les familles concernées ne témoignent pas non plus», déplore Sarah Progin-Theuerkauf.

● CLÉA FAVRE

clea.favre@lematin.ch

LIRE L'ÉDITO EN PAGE 2

EN BREF

Deux bateaux en difficulté

SECOURS Les gardes-côtes italiens ont demandé hier l'aide de navires marchands pour venir au secours de deux bateaux chargés de migrants en difficulté au large de la Libye, a indiqué le chef du gouvernement italien, **Matteo Renzi**. L'une des embarcations transporte quelque 300 personnes.



Angelo Carconi/EPA

Un sommet européen

URGENCE L'Union européenne va se réunir en sommet dès jeudi pour tenter d'apporter enfin des réponses au drame des migrants en Méditerranée. «Nous ne pouvons pas continuer comme cela, nous ne pouvons accepter que des centaines de personnes meurent en essayant de traverser la mer pour venir en Europe», a affirmé le président du Conseil européen, Donald Tusk.

La police arrête 24 passeurs

DÉMANTÈLEMENT La justice italienne a arrêté hier 24 membres d'un réseau de passeurs qui faisait transiter des immigrants d'Afrique jusqu'en Europe du Nord, via la Méditerranée et la Sicile. Ces trafiquants avaient organisé au moins 15 voyages depuis mai 2014.